

Haine inconditionnelle

Russell GRENFELL

1953

Traduction française : 2019 par l'équipe du Saker francophone.

Version : 20191130

<https://lesakerfrancophone.fr/livres.html>

Version anglaise : Unconditional Hatred



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution —
Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

1	Comment la Grande-Bretagne entra dans la première guerre mondiale	10
2	Lord Vansittart et l'oiseau-boucher allemand	26
3	L'Allemagne face au Danemark (1864) et à l'Autriche (1866)	34
4	L'oiseau-boucher et la France (1870)	44
5	Qui commença la première guerre mondiale	56
6	L'Allemagne et la Pologne (1939)	67
7	Quel était l'objet de la guerre pour M. Churchill?	76
8	L'erreur de M. Churchill	87
9	Le prix considérable de la haine	95
10	Les hommes politiques aux commandes de la guerre	107
11	Les erreurs commises par les politiciens en temps de guerre	118
12	L'objet britannique en 1915 et en 1945	137
13	Culpabilité et innocence internationales	148
14	Les avantages d'une paix négociée	157
15	Les perspectives de l'Europe	167

<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	2
16 La Grande-Bretagne et l'avenir proche	177
17 Conclusions	188
18 Annexes	205

Table des figures

1	Le Capitaine Russell Grenfell	7
1.1	Le corridor de Dantzig	24
2.1	Sir Robert Vansittart	29
3.1	Les Duchés de Schleswig et Holstein	38
4.1	Caricature anglaise francophobe	50
4.2	Caricature française anglophobe	51
8.1	Winston Churchill	89
9.1	Les <i>Trois Grands</i> à Yalta	96
9.2	La boucherie de Mers el-Kébir	100
9.3	Caricature britannique anti-allemande	103
10.1	Rommel	110
12.1	Nelson	141
13.1	Camp de concentration de Boers par les Britanniques	149
13.2	Les ruines de Dresde	155
14.1	L'Évêque de Chichester	161
17.1	Carte de l'Empire britannique en 1886	200

Note d'édition

L'auteur de cet ouvrage, dont l'impact promet d'être important, est issu d'une ancienne famille de la marine d'Angleterre. Il fut lui-même en poste dans la marine royale pendant plus de trente ans, prit part à

toutes les actions décisives de la première guerre mondiale, et apporta par la suite ses lumières à l'école des cadres de la marine royale.

Les livres précédemment écrits par le capitaine Grenfell en matière de stratégie navale — La puissance sur mer¹ (1941), L'épisode du Bismarck² (1948), Nelson le marin³ (1949), et la Flotte principale en route vers Singapour⁴ (1951) — brillent dans le monde anglophone par leur clarté et leur génie. Les analystes anglais comme étrangers les considèrent comme de première facture.

Ce dernier ouvrage — le Capitaine Grenfell est décédé subitement de cause inconnue en 1954 en pleine préparation alors qu'il lui préparait une suite — constitue une bordée de 21 canons, s'attaquant au domaine politique plutôt que stratégique; il fait vibrer tant de cordes sensibles, remet en question tant de préjugés et d'intérêts personnels, que nous avons dû pour pouvoir le publier nous en remettre aux États-Unis, encore très libres et exempts de censure. Aucun éditeur anglais ne l'a accepté pour l'instant — et aucun analyste américain d'importance n'a encore acté de son existence.

Les acteurs restés parties prenantes de la seconde guerre mondiale n'aimeront pas cet ouvrage; mais les lecteurs lassés des vieux clichés noir-et-blanc sur l'Allemagne l'accueilleront comme une bouffée d'air frais. Et les lecteurs viendront à la Haine Inconditionnelle en dépit de la censure absolue qu'en font les médias. L'édition présente intègre les derniers ajouts et corrections apportés en dernière minute par le Capitaine Grenfell.

Citation

Au fil du temps, on nous a répété et insinué que les aventures, les anxiétés et les austérités du demi-siècle écoulé avaient amené notre pays, en 1940, à *son heure de gloire*; et peut-être que tel est bien le cas, mais alors il faut bien insister sur le fait qu'il ne s'agit pas de l'heure de gloire des hommes politiques qui, pour dire la vérité, ont fait preuve d'incompétence crasse, et ont de par leurs imbécillités amené la Grande-Bretagne au bord de la catastrophe. Non, il faut bien préciser alors que l'on parle de l'heure de gloire des soldats.

(Algernon Cecil dans *LA REINE VICTORIA ET SES PREMIERS MINISTRES*, p. 338)

¹Sea power, NdT

²The Bismarck Episode, NdT

³Nelson the Sailor, NdT

⁴Main Fleet to Singapore, NdT

Préambule

À la guerre, beaucoup de choses peuvent mal tourner : tactique mineure, tactique majeure, stratégie mineure, stratégie majeure, approvisionnements, entraînement, renseignements. Si l'un ou l'autre de ces domaines flanche, des conséquences négatives s'ensuivent, à un degré plus ou moins important selon la magnitude de l'erreur et son positionnement dans l'ensemble que constitue la guerre.

Mais il existe un autre facteur, où la moindre erreur porte presque toujours à de graves conséquences. Il s'agit de la politique ; car la politique constitue l'élément de gouvernance, qui contrôle tout le reste. Des preuves établissent, pour ce qui concerne la seconde guerre mondiale, que les politiques étasuniennes et britanniques, qu'on les considère unitairement ou conjointement, ont souffert de graves défauts. Nous avons accompli l'effort militaire le plus important de l'histoire, tout en considérant que la défaite totale de l'Allemagne, et son désarmement permanent, exorciseraient le monde du mal de la guerre. Cette croyance s'est révélée totalement erronée ; si bien que malgré les flots de sang versés et les sacrifices consentis, il a fallu demander à l'Allemagne de se réarmer peu après la victoire alliée, pourtant supposée marquer la fin de la puissance militaire allemande. L'approche de la guerre qu'ont adoptée les dirigeants politiques étasuniens et britanniques fut donc totalement inadaptée, et mon objectif dans le présent ouvrage est d'enquêter et de déterminer où ils se sont trompés, en insistant particulièrement sur l'aspect britannique de ce sujet.

Le lecteur va découvrir que j'ai pu me montrer quelque peu iconoclaste. Mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire que je m'en fasse excuser. Je me plais à croire qu'il n'y a rien dans le manuel de la démocratie exonérant les politiciens de la critique. C'est même sans doute plutôt le contraire. C'est la liberté du citoyen de critiquer ses dirigeants qui fait la marque d'une société libre, et il s'agit là d'un pouvoir dont il faut faire usage, sous peine de voir la société tomber en décomposition.

Personne ne devrait remettre en cause la solidité de la conduite de la guerre par Sir Winston Churchill, sauf à penser, à raison ou à tort, disposer d'éléments solides pour ce faire ; en la matière, toute critique chicanière ne ferait de mal qu'à son auteur.

Et je crois, en outre, n'être pas insensible aux remarquables qualités de Sir Winston comme chef de guerre. Lui mis à part, aucun homme politique en Grande-Bretagne n'aurait été capable d'infuser une énergie et une résolution aussi grandes dans l'effort de guerre. Mais cela ne fait que d'autant plus ressortir la question de savoir si son ardeur et sa vigueur surabondantes furent exercées dans la bonne direction — ou dans la mauvaise. De fait, l'exemple de Churchill promet de rester

comme une influence considérable pour tous ses successeurs, dussent-ils se retrouver dans une position comparable à la sienne.

J'ai terminé la rédaction du présent ouvrage au moment même où Malenkov a pris les rênes du gouvernement russe, et a séduit le monde de par son « *charme neuf* ». Mais, pour autant, je ne suis pas revenu sur ce que j'avais écrit. Quand bien même la politique russe serait-elle en voie d'une réorientation drastique vers une coopération avec l'Occident, chose dont nous ne pouvons pas être certains pour l'instant, le problème posé par le vide militaire en Europe centrale n'en reste pas moins critique qu'à l'époque de Staline ; et peut-être même en est-il accru.

Je fais face à une difficulté quant au titre de chevalier⁵ de Sir Winston Churchill. Qu'on ne voit aucune impolitesse de ma part, mais j'aurais du mal à mettre à jour toutes les références que je fais dans cet ouvrage à celui qui fut pendant cette guerre notre premier ministre. Cela ne m'apparaîtrait pas sonner juste, en repensant à ces jours passés. Le monde entier, au cours de ces six années trépidantes, ne pensa à lui que comme « *monsieur* » Churchill. Aussi, pour moi, ce serait faire violence à l'histoire que de le nommer autrement dans mes références à cette époque. Et outre ce point, que sais-je quant à quelque nouveau titre que pourrait recevoir Sir Winston Churchill d'ici à la mise sous presse de cet ouvrage ?

Plusieurs personnes m'ont apporté une aide précieuse lors de la rédaction du présent ouvrage ; à chacune d'entre elles, je désire exprimer mes remerciements les plus sincères. Mais je préfère ne citer personne en particulier, je prends la responsabilité pleine et sereine d'un livre pour lequel je ne m'attends à recevoir que bien peu de louanges. R. G.

⁵ Winston Churchill a été anobli par la reine d'Angleterre en 1953, c'est donc un événement d'actualité au moment où l'auteur écrit ces lignes, NdT.

Biographie

La présente biographie ne fut pas publiée avec le livre ; elle a été écrite pour l'édition du Times du 8 juillet 1954, par Frank Grenfell, après le décès de l'auteur. Nous l'avons traduite depuis le site web ⁱ de leur famille.

Le Capitaine RUSSELL GRENFELL (1892 - 1954), officier de marine et écrivain, naquit le 10 avril 1892. Il était le deuxième fils du Capitaine Hubert Henry Grenfell RN et de son épouse, Eleanor Kate Cunningham.



FIGURE 1 – Le Capitaine Russell Grenfell

Élevé parmi les cadets d'Osborne dès 1905, Grenfell prit la mer pour la première fois en 1909. Il fut promu Lieutenant en juin 1914, et affecté à la canonnière *Thistle*, en Chine. Lorsque la guerre éclata la même année, le *Thistle* fut liquidé et il rejoignit le *Triumph*, qui participa à la reprise des forts de Tsingtau, et fut par la suite coulé par un sous-marin allemand, le U-21, au cours des opérations dans les Dardanelles. À partir de décembre 1915, il poursuivit son service sur le nouveau cuirassé *Revenge*, sur lequel le Vice-Amiral Burney transféra son drapeau après que le *Marlborough* fut torpillé durant la bataille du Jutland. Il transporta par la suite le pavillon de Saint-Georges⁶ depuis le HMS *Revenge*

ⁱVoir : http://www.grenfellhistory.co.uk/biographies/russell_grenfell.

⁶l'étendard de la marine militaire britannique, NdT

au Jutland jusqu'à l'église de St Just à Penwith, Cornouailles, dont la famille Grenfell est originaire.

Au cours de la dernière partie de la guerre, il commanda des destroyers escortant des convois dans la Manche et en Atlantique Nord. Après la fin des hostilités, il fut diplômé du Naval Staff College, fut affecté sur le Queen Elizabeth et l'Iron Duke, navires amiraux des bases navales britannique et méditerranéenne, et fut également second des croiseurs Calypso et Cumberland. Le dernier poste qu'il occupa avant sa retraite de la Royal Navy en 1937 fut celui de commandant supérieur du personnel au Royal Naval Staff College, situé à Greenwich.

Il était descendant d'une ancienne famille de la marine britannique, comme son père, son grand-père, le Capitaine Henry Duncan Preston Cunningham RN ⁱ, et deux de ses arrière-grands-pères, qui furent des officiers de la marine, et son frère était le Capitaine Francis Henry Grenfell, qui commanda le navire-leurre Penshurst, Q7, au cours de la guerre 1914-1918 et coula les sous-marins UB17 et UB39. Son autre grand-père, Rev Algernon Sidney Grenfell, était instituteur à la Rugby School. Avant de quitter la Navy, il avait déjà écrit un livre sur l'organisation des croiseurs, et après sa retraite, il fit paraître un flux de livres, et des articles de hautes volée furent le produit de sa plume presque jusqu'à la fin de sa vie. Avec l'avancée des années, il se convainquit qu'une armée navale devait être composée d'un grand nombre de petits vaisseaux couplés à une couverture aérienne appropriée. Cette vision, très différente de celle qu'il avait alors qu'il était en poste, ne lui fut révélée qu'après une analyse ardue des fondamentaux de la guerre moderne.

Ses arguments sur ces sujets tactiques et stratégiques furent toujours modérés et exprimés avec clarté, et l'on peut suivre leur développement dans *The Art of the Admiral* (1937), *Sea Power in the next War* (1938), et dans la conférence qu'il fit début 1939 à la Royal United Services Institution, Whitehall. Un autre sujet dont il se saisit fut la rémunération [des membres des services des armées]. Son attitude à cet égard était aussi chaude et exaltée que son attitude sur la stratégie était froide et intellectuelle, et pour compréhensible que fût son indignation face aux décisions des comités de Whitehall — l'une de ces décisions fut la cause de la seule mutinerie importante de la British Navy de ce siècle —, ses prises de position auraient été plus efficaces s'il les avait exprimées avec plus de modération. Son talent narratif est fort bien démontré dans *The Bismarck Episode* ainsi que dans *Main Fleet to Singapore*, ce dernier ouvrage constituant le récit du désastre naval qui scella le destin de Singapour dans les premières phases de la guerre en Orient.

php

ⁱVoir : <http://fortgilkicker.co.uk/cunningham.htm>

Sa compréhension assurée de la stratégie navale se vit démontrée de nouveau en 1948 dans son étude critique *Nelson the Sailor*.

Le Capitaine Grenfell, qui fut également correspondant naval pour le Daily Telegraph, est mort le dimanche 4 juillet 1954 à l'âge de 62 ans.

Notice nécrologique du Times en date du 8 juillet 1954 : Frank Grenfell.

Chapitre 1

Comment la Grande-Bretagne entra dans la première guerre mondiale

Nombreuses sont les personnes encore en vie, qui ont vu par deux fois une grande « *dernière guerre* ». Il est vrai qu’aucune guerre n’a démarré sous ce terme, du moins du point de vue britannique. En fait, parmi les divers facteurs ayant déclenché la participation britannique au conflit de 1914, on ne trouve pas l’idée d’user de la violence pour faire cesser la violence. Ce furent d’autres raisons qui amenèrent le Royaume-Uni à la guerre, et celles-ci furent suffisamment intrigantes pour qu’on leur consacre un prologue, auquel s’enchaîneront avantageusement les arguments développés dans la suite de l’ouvrage.

Il faut dire que l’implication britannique dans la guerre 1914-1918 remonte à janvier 1906, moment où le Royaume-Uni connaissait les affres d’une élection générale. M. Haldane, alors secrétaire d’État à la guerre, s’était déplacé dans la circonscription de Sir Edward Grey, secrétaire [d’État] aux affaires étrangères, pour le soutenir lors d’un discours électoral. Les deux hommes politiques entamèrent ensemble une tournée dans le pays, au cours de laquelle Grey demanda à Haldane si celui-ci initierait des discussions entre les États-majors britannique et français en préparation de la possibilité d’une action conjointe en cas de guerre sur le continent. M. Haldane en convint. Les millions d’hommes qui allaient se faire tuer plus tard, en résultat de cette conversation rurale, n’auraient

pu se voir condamnés à mort de manière plus aléatoire. À l'époque, ni le premier ministre lui-même, Sir Henry Campbell-Bannerman, ni les autres membres de son cabinet, n'eurent connaissance de ce qui se tramait.

Quelques années plus tôt, au tout début du siècle, le *Foreign Office* britannique avait mené des initiatives persistantes pour conclure une alliance avec l'Allemagne, initiatives qui avaient été repoussées. Déçue, la Grande-Bretagne s'était alors tournée vers la France, rivale de l'Allemagne, et également rivale traditionnelle du Royaume-Uni, et s'était rapprochée d'elle. À l'époque, l'Europe était divisée entre deux groupes de pouvoir : la Triple alliance, composée de l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, et la double alliance France-Russie. En se faisant l'amie de la France, la Grande-Bretagne faisait donc preuve d'une marque de sympathie vers le groupe franco-russe. Mais il ne s'agissait de rien de plus que d'une marque, car à ce moment (en 1904), il ne s'agissait que d'une entente sur les points de friction en suspens entre la France et le Royaume-Uni, principalement concernant l'Égypte et le Maroc ; la France accepta de laisser les mains libres au Royaume-Uni en Égypte, et obtint en retour la même faveur pour le Maroc. Aucune assistance militaire n'avait été convenue entre elles.

Cependant, au cours de la deuxième semaine de janvier 1906, alors qu'un nouveau cabinet ministériel venait de prendre ses fonctions au Royaume-Uni, les Français posèrent une question qui allait entraîner de terribles conséquences sur le cours de l'histoire britannique. L'ambassadeur français demanda à Sir Edward Grey si des discussions pouvaient être mises en place entre les États-majors d'armées des deux pays, pour faciliter une action rapide, au cas où le Royaume-Uni porterait assistance à la France contre une attaque allemande. Tout homme d'intelligence moyenne et disposant d'un sens commun normal aurait réalisé la nature très délicate de telles discussions, ainsi que la direction vers laquelle menait une situation aussi épineuse et même dangereuse. Mais il semble que rien de tel ne se produisit dans l'esprit de Sir Edward Grey. S'ensuivit sa demande à M. Haldane d'instituer ces discussions, avant même que le premier mot n'en ait été touché au premier ministre. Il est vrai que M. Haldane s'engagea à en faire part au premier ministre avant d'agir, et qu'il le fit ; mais rien ne fut fait pour consulter le cabinet sur cette proposition pourtant chargée d'augures des plus funestes. Ce sujet resta longtemps un secret partagé par les trois seuls ministres ici mentionnés¹².

En réalité, des discussions officieuses en matière maritime avaient

¹Lord Ripon, dirigeant du gouvernement auprès de la Chambre des Lords, semble avoir été lui aussi au courant, mais ne prit aucune part active dans cette affaire

²Toutes les notes non suffixées *NdT* sont de la main de l'auteur, *NdT*

déjà été menées — plusieurs mois auparavant, sous le gouvernement précédent. L'attaché maritime français en poste à Londres avait demandé au premier Lord de l'amirauté (Sir John Fisher) si les Britanniques voulaient d'une aide maritime française en cas de guerre, et s'était vu répondre, en substance, que cela n'était pas nécessaire. Ainsi, aucune obligation du Royaume-Uni envers la France n'était engagée en la matière à l'époque.

Les trois ministres partageant le secret de ces discussions militaires convinrent, et l'on répondit aux Français, que rien dans les discussions des États-Majors ne devait être considéré comme un engagement de la Grande-Bretagne à quelque action positive. Mais il ne fallait guère faire preuve d'imagination pour prendre conscience que ces discussions ne pouvaient pas manquer de porter à engagement avec le temps, et nous savons, à la lecture de l'auto-biographie de Sir Edward Grey, qu'elles finirent bien par porter à engagement, en débouchant, tel que nul ne saurait l'ignorer aujourd'hui, sur une alliance militaire formelle. Si la question avait fait l'objet d'un examen plus sérieux et complet, on peut imaginer que les pièges évidents inhérents à de telles discussions auraient pu être compris à temps. Mais les choses furent brusquées par trois — en réalité, plutôt deux — hommes, au fil de l'agitation et des distractions propres à une élection générale³.

C'est ainsi que commencèrent ces discussions, qui après cinq années débouchèrent sur l'élaboration de projets très détaillés et tout à fait efficaces de déplacement de six divisions de l'armée britannique, prenant place du côté gauche des lignes françaises douze jours après le début de la mobilisation⁴.

Ces projets impliquaient un remodelage complet de la haute organisation de l'armée, qui avait jusqu'alors été pensée selon la doctrine de la guerre coloniale, et non continentale. M. Haldane s'auto-congratule abondamment dans ses livres⁵ pour cette réorganisation, qui lui est tout à fait imputable. Mais ce qui ne lui est pas imputable, en revanche, c'est son autre affirmation selon laquelle cette réorganisation répondait à une « *conception scientifique* » de sa part, tant du point de vue des réformes administratives que de la stratégie sur laquelle elles se fondaient. Les réformes en question, comme il l'admet lui-même, ne débouchaient pas d'une pensée large et originale, conjointe ou séparée, de sa part ou de

³Même ainsi, le premier ministre exprima des préoccupations importantes. Il déclara : « *Je n'aime pas le stress induit par des préparations conjointes. Cela se rapproche vraiment très près d'un accord pleinement consenti* ». Comme les faits lui donnèrent raison.

⁴Il s'agit là du projet qui fut adopté en fin de compte. Des variations en furent discutées lors de son élaboration. Voir Richard Burdon Haldane, *An Autobiography*, Hodder & Stoughton, 1929, p. 188

⁵*Before the War* — Cassell, 1920. Chapitres VI & VE.

celle de ses conseillers militaires ; elles consistèrent surtout en des imitations du système allemand, qu'il avait délibérément et ouvertement recopié sur la base d'informations obtenues lors d'une visite à Berlin en 1906 ; bien sûr, elles se virent adaptées aux nécessités spécifiques au Royaume-Uni. Et, comme nous allons le voir, la stratégie Haldane ne comportait que fort peu de choses qualifiables de scientifiques.

Cette stratégie s'appuyait sur l'idée que les six divisions britanniques, calculées par le War Office comme contingent le plus important qui puisse être envoyé en France en première instance, constituaient justement le nombre nécessaire pour corriger le déséquilibre subi par les forces françaises, sinon en infériorité. Mais cette idée fut jugée trop prudente par au moins l'un des conseillers militaires de M. Haldane. Le colonel Henry Wilson⁶, qui devint en 1910 directeur des opérations et donc principal agent successeur du projet de Haldane, ne voyait pas du tout la tâche de l'armée expéditionnaire britannique comme celle de maintenir gentiment l'équilibre défensif. Comme le montre son journal personnel, son image mentale d'une guerre européenne selon le modèle Haldane était celle d'une suite rapide de victoires glorieuses remportées par les alliés anglo-français sur l'ennemi allemand, amenant à l'occupation de Berlin en quelques semaines. On ne s'étonnera donc pas de savoir que Wilson se consacra cœur et âme dans les discussions ouvertes avec l'armée française, dans lesquelles il avait même déjà réussi à s'engager avant même son accession au War Office. Il disposait d'une bonne pratique de la langue française, se rendait souvent en France pour consolider et étendre ses amitiés avec les membres de l'État-Major français, et il poussait constamment de l'avant vers un projet d'action militaire conjointe anglo-française.

À la mi-1911, les arrangements en vue de transporter rapidement l'armée britannique du côté gauche de la ligne française étaient plus ou moins complets ; et ce n'est qu'alors qu'on réalisa réellement que des désaccords importants existaient de l'autre côté de Whitehall⁷ vis-à-vis de la stratégie de Haldane. Des grondements sourds de mécontentement se faisaient entendre du côté de l'amirauté depuis un an ou deux, le premier Lord de l'amirauté (Sir John Fisher) se montrant viscéralement et ouvertement hostile à la doctrine de *guerre continentale* dans son ensemble, comme l'établissent ses correspondances de l'époque avec Lord Esher⁸. Il déclara par exemple en 1909 que « *l'envoi de soldats britanniques sur le front, dans le cadre d'une guerre continentale, constituerait un acte d'idiotie suicidaire en provenance de la vision biaisée de la guerre produite par les discours de M. Haldane* » ; et jusqu'en 1912,

⁶ *Later Field* — Maréchal Sir Henry Wilson

⁷ Le siège du ministère de la Défense britannique, NdT

⁸ Voir *Lord Fisher's Memories*, pp. 206, 211

après son départ de l'amirauté, il était « *tout à fait d'accord* » pour dire que « *les combines de l'État-Major de l'armée britannique (en vue de soutenir les Français) sont grotesques* ».

La conception propre à Fisher de la manière de bien manœuvrer l'armée était celle d'une force de frappe employée en conjonction étroite avec une puissance maritime supérieure, afin de débarquer contre le flanc ennemi ou derrière celui-ci. Son imagination vivace lui faisait se représenter « *l'incertitude (du côté de l'ennemi) quant à savoir où et quand des centaines de milliers de soldats, embarqués dans des navires de transport, et maintenus dans les airs allaient bien pouvoir débarquer* », et Fisher comme Schwartzhoff considéraient à l'époque une guerre entre le Royaume-Uni et la France comme tout à fait probable⁹.

Mais en dépit des fulminations épisodiques de Fisher face à la stratégie de Haldane, il semble que jusqu'à l'occurrence de la crise d'Agadir, en 1911, Grey, Haldane et le premier ministre (à l'époque, M. Asquith) ne prirent pas conscience du fait que l'essence même de la stratégie de Haldane était contestée par l'amirauté. Lord Haldane, dans son ouvrage *Before the War*, donne l'impression que le comité de la défense impériale constituait un instrument efficace pour « *coordonner les objectifs de guerre maritimes et militaires* » depuis 1905. Et cela est trompeur, à en friser la déloyauté. L'anxiété de Sir John Fisher devait être maintenue « *à l'écart* » du comité. En 1908, Fisher déclara à Lord Esher qu'il refusait de transmettre le projet de guerre maritime à quiconque, même au premier ministre en personne ; et au cours de l'année qui suivit, il révéla que l'amiral Sir Arthur Wilson (qui prit sa succession comme premier Lord de l'amirauté) avait informé le comité qu'il refusait de dévoiler le plan de guerre maritime, que seuls Fisher et lui-même connaissaient¹⁰ !

L'imminence de la guerre, suite à l'incident d'Agadir de 1911, força la main de l'amiral Wilson, et il informa le comité de défense impériale que la marine allait faire débarquer l'armée dans la Baltique, juste au nord de Berlin. M. Haldane et l'État-Major en furent atterrés. Ils avaient œuvré des années à parfaire les accords en vue d'envoyer l'armée britannique en France en soutien direct des Français, et ils se révoltèrent naturellement contre l'idée de voir tout ce travail devenir inutile du fait d'officiers de marine ignorants. Comment, en outre, auraient-ils pu expliquer une telle volte-face stratégique aux généraux français, avec qui ils avaient tissé des liens très proches, par les consultations fréquentes, les sympathies professionnelles, et les amitiés personnelles ? C'était impensable.

Les idées de la marine furent immédiatement prises à partie par les porte-paroles du War Office. Dans son autobiographie, Lord Haldane se

⁹ *Memories* p. 212

¹⁰ Lord Fisher, *Memories*, p. 194

remémore son approbation après qu'un général affirma de manière sarcastique qu'à supposer même que l'armée puisse arriver jusque la Baltique, elle se verrait « *promptement entourée par un ennemi supérieur en nombre d'un facteur de cinq à dix* ». *Promptement* est un adverbe dont l'utilisation dans ce contexte pose question, car les Allemands n'auraient sans doute pas su à l'avance où les Britanniques s'apprêtaient à débarquer, et ne disposeraient donc pas de concentrations de soldats à leur opposer en supériorité à cet endroit. Les envahisseurs britanniques auraient donc eu du temps devant eux, de quoi faire ressentir leur présence¹¹.

Mais qu'une armée allemande de résistance à l'invasion fût prête sur place, ou qu'elle dût être acheminée d'ailleurs, cette armée n'aurait pu être mise à disposition qu'aux dépens d'autres régions ; c'est-à-dire aux dépens des fronts russe et français. La force de frappe de la force expéditionnaire projetée par M. Haldane et l'État-Major britannique s'élevait à six divisions — soit une de moins que celles qui furent envoyées lors du débarquement en Normandie. Si ces six divisions devaient se voir « *encerclées* » par « *dix fois* » leur nombre en effectifs allemands, il fallait donc que soixante divisions allemandes fussent trouvées à ces fins. En 1914, on comptait au départ environ onze divisions allemandes sur le front russe, et quatre-vingt-trois, réserves comprises, à l'Ouest. En expédier soixante vers la Baltique, avant un débarquement britannique ou en réaction à celui-ci, aurait donc totalement ruiné l'ensemble de la stratégie de l'Allemagne, qui aurait fini dans le chaos. En conséquence de quoi, si le plan de l'amirauté de débarquer une armée dans la Baltique, en supposant qu'il fût réalisable sur le plan maritime, avait été suivi, et que les conséquences avaient été celles prédites par l'État-Major, l'armée britannique de la Baltique aurait gagné la guerre dans l'heure. Le général en question avait donc précisément validé l'estimation de Lord Fisher, établie la même année, selon laquelle ce projet de débarquement dans la Baltique aurait « *démobilisé un million de soldats allemands environ* ».

Mais il est bien évident que le général s'exprimant pour l'État-Major n'avait pas réfléchi au sujet. L'argument qu'il employa ne fut rien de plus que la première chose qui lui vint à l'esprit pour contrer et discréditer l'idée abominable de l'amirauté. Mais il reste tout de même assez étrange que Lord Haldane ait décidé de laisser cet argument dans l'histoire, en l'imprimant, neuf années plus tard comme preuve de la stupidité de l'amirauté, alors que quelques calculs gribouillés au dos d'une enveloppe lui auraient suffi à comprendre qu'il était en terrain dangereux et que de deux choses l'une, ou bien il exagérerait énormément l'opposition reçue par

¹¹La mise en pratique du projet présenté par l'amirauté était incertaine du point de vue maritime, mais les soldats ne l'attaquèrent pas sous cet angle

un débarquement en Mer Baltique, ou bien il sous-estimait fortement l'effet de diversion d'un tel débarquement, et donc le soulagement que l'événement aurait offert aux alliés du Royaume-Uni. Et dans les faits tels qu'ils se produisirent, l'armée qui fut envoyée en France n'eut aucun effet de diversion. Pas une seule division allemande ne fut retirée à son assignation initiale. La force expéditionnaire britannique renforça les armées franco-anglaises, et ce fut tout.

Et vraiment tout. Les calculs de Haldane avaient été falsifiés, comme tel est souvent le cas en temps de guerre, par des facteurs imprévus ; en l'occurrence, les bévues colossales commises par l'État-Major français, qui commit toutes les erreurs imaginables. Ils sous-estimèrent la force allemande, se trompèrent en anticipant les mouvements probables de l'ennemi, lancèrent leurs propres attaques aux mauvais endroits, et, s'en tenant aveuglément à une théorie poussée à ses extrêmes, continuèrent de lancer des offensives malavisées jusqu'au stade de l'annihilation française. L'armée britannique, au lieu de combler l'écart dans l'Aisne, comme annoncé par Haldane, se retrouva submergée et balayée dans la grande retraite française vers la Marne. En réalité, il est clair que, pour applicable que puisse être en général le mot « *scientifique* » au domaine de la stratégie, la conception amphibienne proposée par l'amirauté du meilleur usage possible d'une force expéditionnaire se trouvait bien plus scientifique que celle de M. Haldane, malgré le fait que les amiraux aient sous-estimé les dangers maritimes du projet de débarquement en mer Baltique. Le débarquement de l'armée expéditionnaire en Belgique après que l'aile droite allemande l'ait traversée, donc derrière le front allemand, aurait eu un impact bien plus important pour disloquer le plan allemand, et donc secourir tant les Français que les Belges, qu'une jonction avec l'armée française. Et rien n'aurait été perdu si les offensives françaises avaient connu le succès au lieu des échecs désastreux que l'on sait.

Mais il reste une accusation plus lourde encore à formuler envers l'approche « *scientifique* » de la guerre de M. Haldane, constamment ridiculisée par Lord Fisher. L'hypothèse de base sur laquelle l'ensemble de la vision de Haldane s'articulait, et penchait vers un bouleversement européen, était fausse. Cette hypothèse était que si les Allemands pouvaient repousser les Français et occuper la côte de la Manche, du côté français, la sécurité de la Grande-Bretagne s'en trouverait gravement et même mortellement mise en danger. C'est en portant cette vision que M. Haldane pouvait plausiblement croire à la nécessité impérieuse d'utiliser l'armée britannique pour maintenir les côtes françaises de la Manche hors des mains allemandes. Cette vision était également partagée par Sir Edward Grey, le secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui justifie — ou dont à tout le moins il avance dans son autobiographie

d'après-guerre qu'elle justifie — la facilité avec laquelle il donna assentiment aux demandes françaises d'établir des discussions entre militaires, ainsi que sa conviction personnelle que l'armée britannique devait se voir envoyée en France.

Que des hommes du calibre mental de ministres de cabinet, et particulièrement sous couvert d'une justification scientifique, aient pu accueillir une idée aussi étrange, voilà une illustration de plus de la difficulté apparemment extraordinaire pour des hommes attachés à la terre, quelle que soit leur intelligence, de se faire une vue d'ensemble de la puissance maritime. Aucune preuve historique n'établissait à l'époque qu'une occupation ennemie des côtes opposées de la Manche pourraient engendrer un péril mortel ou même un quelconque danger pour la Grande-Bretagne. Comment purent-ils le croire, alors même que ces côtes avaient précisément été aux mains de l'ennemi héréditaire du Royaume-Uni, la France, au cours des siècles précédents ? Si la présence d'un ennemi sur les côtes séparant les Pays-Bas et Brest signifiait quelque désastre pour l'Angleterre, pourquoi ce désastre ne s'était-il jamais produit du fait de Napoléon 1^{er}, des Jacobins français, de Louis XIV, de Louis XV ou de Louis XVI, autant d'épisodes où les côtes sud de la Manche étaient aux mains d'ennemis du Royaume-Uni ? La réponse « *scientifique* », qui aurait sans doute dû apparaître à l'esprit de M. Haldane ou de Sir Edward Grey, est que si ces ennemis, dans le passé, n'avaient pas pu utiliser les côtes Sud de la Manche pour renverser les Anglais, il n'y avait aucune raison fondée pour que le Kaiser William II d'Allemagne puisse le faire.

Et dans ce cas, quel était le besoin d'une force expéditionnaire, non seulement vers la France ou même la Baltique, mais même vers quelque endroit que ce fût ? Si l'on pouvait compter sur la flotte pour garder la Grande-Bretagne à l'abri des attaques, comme l'histoire l'a démontré, n'était-il dont pas mieux, si le moindre doute existait quant à la sécurité britannique, de renforcer la flotte jusqu'à ce que la sécurité soit indéfectible, au lieu de céder aux coûts imprévisibles en hommes et en argent d'une guerre continentale à terre ? C'est bien ainsi que s'était protégée la Grande-Bretagne pendant les longues années que durèrent les guerres napoléoniennes. Pourquoi ne pas recommencer ? Telles sont les questions scientifiques que M. Haldane et Sir Edward Grey auraient pu se poser avant de se lancer dans des décisions quant aux discussions interarmées avec la France. Mais de toute évidence, ces questions ne les effleurèrent même pas. Ils sautèrent à pieds joints sur une hypothèse superficielle, qui se révéla fausse.

Ce n'était pas la faute des deux ministres, s'ils firent cette erreur. Ils n'étaient pas entraînés à la guerre. Mais la question se pose, de savoir pourquoi ils ne se sont pas attaché les conseils de ceux qui y étaient entraînés. Les lettres de cette période, envoyées par l'amiral Fisher à Lord

Esher, montrent qu'il écartait absolument la possibilité d'une invasion face à une puissance maritime supérieure. Ou bien, par conséquent, Grey et Haldane ne s'étaient pas enquis auprès de l'amirauté, département le plus concerné, de son opinion experte quant à une invasion, ou bien ils décidèrent d'ignorer cet avis et de s'entêter bêtement en réponse à leur propre vision d'amateurs.

Mais revenons-en au comité de défense de l'empire. Après avoir vigoureusement contré l'idée de l'amirauté d'un débarquement dans la Baltique, M. Haldane continua de porter la guerre dans le camp ennemi. Il déclara que les projets de l'amirauté différaient de ceux du War Office précisément du fait que la marine ne disposait pas d'un État-Major organisé scientifiquement, et il menaça de démissionner du War Office, à moins qu'un tel État-Major se vît immédiatement instauré. Sa menace porta ses fruits. Un État-Major fut déclaré nécessaire pour la marine — ce qui au demeurant répondait à une réalité, mais pas pour les raisons exposées par M. Haldane — et M. Churchill fut envoyé à l'amirauté pour veiller à ce que les amiraux ne viennent plus perturber le War Office et ses projets de guerre continentale à grande échelle. C'est donc ainsi que la Grande-Bretagne en vint à déverser sa masculinité sur les champs de bataille européens entre 1914 et 1918, en soutien à des arguments pseudo-scientifiques qui étaient, en réalité, très fallacieux.

Aussi remarquable, sinon plus, la dramatique intervention dans la crise d'Agadir par le discours de M. Lloyd George, portant une menace de guerre ouverte envers l'Allemagne. À l'époque, la plupart des Britanniques prirent comme acquis que M. Lloyd George était le porte-parole d'une politique gouvernementale mûrement réfléchie. Mais nous savons à présent qu'il n'en était rien. Tout seul, dans un recoin du Trésor, M. Lloyd George s'était monté les sangs en voyant les tentatives allemandes de maintenir leurs intérêts propres face aux preuves de l'intention des Français de s'emparer du Maroc. Comme monnaie d'échange, les Allemands avaient expédié une canonnière dans le port marocain d'Agadir. C'en fut trop pour M. Lloyd George, chancelier du Trésor public. Avec ses connaissances inexistantes en stratégie et sans se préoccuper du moindre avis d'expert, il se décida à défier l'Allemagne dans un discours qu'il prononça. Ce n'est que le matin même du jour où il devait prononcer son discours qu'il fit part de son intention à un collègue, M. Churchill, alors ministre de l'intérieur. Il lui dit qu'il en parlerait également au premier ministre ainsi qu'au ministre des affaires étrangères après la réunion de cabinet prévue le jour-même. Le premier Lord de l'amirauté et le ministre de la guerre, qui se seraient retrouvés à gérer la guerre que le discours de M. Lloyd George pouvait fort bien provoquer, ne furent pas considérés comme dignes de consultation.

Il prononça donc son discours, qui fit sensation dans le monde entier,

chose à laquelle il fallait s'attendre¹². Les probabilités d'une guerre en furent fortement augmentées, chose dont l'auteur se souvient vivement, le croiseur cuirassé sur lequel il œuvrait à l'époque ayant reçu l'ordre soudain de rentrer aussi vite que possible à la base de la flotte. M. Churchill indique que lui-même, le ministre des affaires étrangères et le premier ministre furent « *fortement soulagés* ». Les raisons qu'ils avaient de ressentir ce soulagement sont tout sauf claires. On aurait pensé que Grey, en particulier, n'aurait pas particulièrement apprécié de voir son office rempli quasiment sans prévenir par un autre ministre, ne disposant ni du titre, ni des connaissances propres à gérer les affaires étrangères ou à précipiter une crise stratégique de la gravité la plus prononcée.

Nous en arrivons à 1914 et à l'éruption finale, où il nous faut présenter un autre phénomène étrange. Nous avons vu comment Sir Edward Grey (toujours ministre des affaires étrangères en 1914) et M. Haldane (en 1914, il est devenu Lord Haldane et Lord chancelier) en sont arrivés aux mêmes conclusions quant à la nécessité d'entrer en guerre contre l'Allemagne et, pour de mauvaises raisons, ont procédé à des accords préparatifs intimes et avancés avec les Français, pour l'envoi d'une force expéditionnaire en France. Jusqu'à la fin, Sir Edward Grey prétendit face au Parlement que ces accords n'existaient pas et que le Royaume-Uni avait totalement les mains libres quant à la décision d'entrer ou non dans une guerre européenne.

Voilà une imposture des plus scandaleuses. On avait amené les Français à supposer, par des semi-assurances et des encouragements diplomatiques, qu'en cas de guerre avec l'Allemagne, une armée britannique d'une certaine taille arriverait à un certain endroit en un certain délai pour se battre à leurs côtés, et ils en étaient arrivés à compter sur son arrivée, nonobstant les décharges de responsabilité de « *non-engagement* ». Si l'armée n'avait pas été diligentée en France, il ne fait guère de doute que les Français auraient considéré et proclamé avoir été trahis, les clauses restrictives écrites stipulant le non-engagement du Royaume-Uni qui accompagnaient les discussions d'États-Majors anglo-français se voyant considérées comme un « *bout de papier* ». Il ne fait pas de doute que le Lord chancelier et le ministre des affaires étrangères britanniques voyaient eux-mêmes les choses ainsi. Le premier a explicitement affirmé qu'à son avis, l'honneur britannique exigeait que le Royaume-Uni soutienne immédiatement la France¹³, et le second a écrit que, si le Royaume-Uni n'était pas intervenu dans le conflit, il se serait senti obligé de remettre sa démission¹⁴. La démission du ministre des affaires britanniques des affaires étrangères au lendemain de l'écla-

¹²Signalé dans le (London) Times du 22 juillet 1911

¹³*Before the War*, p. 80

¹⁴*Twenty-five Years*, Vol. 1, p. 312

tement de la guerre, du fait que son pays ne serait pas entré dans le conflit, aurait constitué une démarche d'une gravité politique ultime, qui aurait sans aucun doute endommagé les intérêts et la réputation du pays dans des proportions incalculables. Que Sir Edward Grey, de son propre aveu, ait pu considérer une telle démarche éclairée tout à fait ce que ses assurances du 3 août à la Chambre des Communes, selon lesquelles le Royaume-Uni était tout à fait libre de tout engagement vis-à-vis de la guerre, avaient de sinistre et d'absurde. Si l'honneur britannique exigeait que le Royaume-Uni soutienne la France contre l'Allemagne, chose dont le Lord chancelier comme le ministre des affaires étrangères convinrent, l'honneur personnel de ce dernier exigeait qu'il en fasse part à la Chambre des Communes. Chose qu'il ne fit pas.

Le fait est que Sir Edward Grey, en autorisant ces discussions militaires secrètes en 1906, s'était mis dans une position qu'il ressentait comme extrêmement maladroite en 1914. S'il avait dit au Parlement que le pays était lié par l'honneur à soutenir les Français par conséquence de ces discussions, le Parlement aurait bien entendu voulu savoir pourquoi il avait été tenu dans l'ignorance de ces négociations si importantes qu'elles poussaient la Grande-Bretagne à la guerre. L'alternative était de déclarer devant la Maison des Communes que la Grande-Bretagne n'était en rien engagée à la guerre, une déclaration que Sir Edward Grey savait fausse. Sir Edward choisit le chemin du mensonge.

Le lecteur moyen appréciera le fait que le ministre des affaires étrangères britannique se fût senti investi d'honorer des obligations personnelles souscrites auprès d'une puissance étrangère indépendamment et par certains aspects en contradiction avec les intérêts de son propre gouvernement et de son propre pays ; ainsi que le fait qu'il n'aura pas démissionné là où l'alternative était de remplir ses engagements auprès de l'étranger. À l'inverse, il considéra que raconter des mensonges devant son propre Parlement était compatible avec la poursuite de son propre mandat.

Sir Edward Grey, à l'instar de la plupart des hommes pas trop fiers de leurs actions, a essayé de justifier sa conduite. Dans son livre d'après guerre *Twenty-five Years*, il relate dans les grandes longueurs ses raisons de croire que la Grande-Bretagne devait quoi qu'il arrive entrer dans la guerre, et ce immédiatement. Ces raisons, que l'on peut trouver dans le chapitre XVIII de son livre, constituent un exemple tout à fait instructif de pensée « *peureuse* ». Sir Edward commence par céder à un flot imaginatif quant à savoir ce qui se serait produit si l'armée expéditionnaire britannique ne s'était pas rendue en France. Paris, dit-il, aurait été prise, la France serait tombée, « *d'immenses défaites* » de l'armée russe auraient suivi, la Russie aurait fait la paix, et l'Allemagne serait devenue la puissance suprême du continent.